

**No. 55965. Luxembourg and France**

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL. PARIS, 20 MARCH 2018

AMENDMENT TO THE CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL, AND THE PROTOCOL THERETO, DONE AT PARIS ON 20 MARCH 2018. LUXEMBOURG, 10 OCTOBER 2019\*

**Entry into force:** 18 February 2021 by notification, in accordance with article 2(1)

**Authentic text:** French

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** Luxembourg, 26 February 2021

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**N° 55965. Luxembourg et France**

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE. PARIS, 20 MARS 2018

AVENANT À LA CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE, ET LE PROTOCOLE Y RELATIF, FAITS À PARIS LE 20 MARS 2018. LUXEMBOURG, 10 OCTOBRE 2019\*

**Entrée en vigueur:** 18 février 2021 par notification, conformément au paragraphe 1 de l'article 2

**Texte authentique :** français

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** Luxembourg, 26 février 2021

*\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**AVENANT**

**A LA CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU**

**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**ET LE GOUVERNEMENT DE LA**

**RÉPUBLIQUE FRANCAISE**

**EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS**

**ET DE PREVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES**

**EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA**

**FORTUNE, ET LE PROTOCOLE Y RELATIF,**

**FAITS A PARIS, LE 20 MARS 2018**

**LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**, désireux de conclure un Avenant modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018 (ci-après dénommée « la Convention »),

**SONT CONVENUS** des dispositions suivantes :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Le paragraphe 1 de l'article 22 de la Convention est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « 1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante.
- a) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, les revenus d'un résident de France qui sont imposables ou ne sont imposables qu'au Luxembourg conformément aux dispositions de la Convention sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsqu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans ce cas, l'impôt luxembourgeois n'est pas déductible de ces revenus, mais le résident de France a droit, sous réserve des conditions et limites prévues aux (i) et (ii), à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :
    - i) pour tous les revenus non mentionnés au (ii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus à condition qu'ils soient effectivement soumis à l'impôt luxembourgeois ;
    - ii) pour les revenus soumis à l'impôt sur les sociétés visés à l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 13, et pour les revenus visés à l'article 10, à l'article 12, aux paragraphes 1, 4 et 5 de l'article 13, au paragraphe 3 de l'article 14, à l'article 15 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 16, au montant de l'impôt luxembourgeois conformément aux dispositions de ces articles ; toutefois, ce crédit ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.
  - b) Un résident de France qui possède de la fortune imposable au Luxembourg conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 21 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt luxembourgeois sur cette fortune. Toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.
  - c) i) Il est entendu que l'expression « montant de l'impôt français correspondant à ces revenus » employée au a) désigne :

- lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant imposable des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ;
  - lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application du barème progressif, le produit du montant imposable des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.
- ii) Il est entendu que l'expression « l'impôt luxembourgeois » employée au a) et au b) désigne le montant de l'impôt effectivement supporté à titre définitif au Luxembourg à raison des revenus ou des éléments de fortune considérés, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France qui est imposé sur ces revenus ou ces éléments de fortune selon la législation française.

## ARTICLE 2

1. Chacun des États contractants notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur du présent Avenant. Celui-ci entre en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications.
2. Les dispositions du présent Avenant s'appliquent aux périodes d'imposition commençant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.
3. Le présent Avenant demeure en vigueur aussi longtemps que la Convention demeure en vigueur.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cette fin par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Avenant.

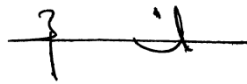
Fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, en double exemplaire en langue française.

**POUR LE GOUVERNEMENT DU  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,**



**Pierre GRAMEGNA**  
Ministre des Finances

**POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**



**Bruno LE MAIRE**  
Ministre de l'Économie et des Finances

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AMENDMENT TO THE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL, AND THE PROTOCOL THERETO, DONE AT PARIS ON 20 MARCH 2018

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the French Republic, desiring to conclude an amendment to the Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the French Republic for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, and the Protocol thereto, done at Paris on 20 March 2018 (hereinafter “the Agreement”),

Have agreed as follows:

*Article 1*

*Paragraph 1 of article 22 of the Agreement shall be deleted and replaced by the following:*

1. In the case of France, double taxation shall be eliminated as follows:
  - (a) Notwithstanding any other provision of this Agreement, income of a resident of France which is taxable or taxable only in Luxembourg in accordance with the provisions of the Agreement shall be taken into account for the computation of French tax where such income has not been exempted from the corporation tax in accordance with French domestic law. In such a case, Luxembourg tax shall not be deductible from that income, but the resident of France shall be entitled, under the conditions and within the limits specified in subparagraphs (i) and (ii), to a tax credit against French tax. Such tax credit shall be equal:
    - (i) In the case of all income not mentioned in subparagraph (ii), to the amount of French tax attributable to such income, provided that the income is subject to Luxembourg tax;
    - (ii) In the case of the income subject to French corporation tax, referred to in article 7 and paragraph 2 of article 13, and in the case of the income referred to in article 10, article 12, paragraphs 1, 4 and 5 of article 13, paragraph 3 of article 14, article 15, and paragraphs 1 and 2 of article 16, to the amount of the Luxembourg tax in accordance with the provisions of those articles; such credit shall not, however, exceed the amount of French tax attributable to such income.
  - (b) A resident of France who owns capital which is taxable in Luxembourg in accordance with the provisions of paragraphs 1 and 2 of article 21 may also be taxed in France on such capital. The French tax shall be computed by allowing a tax credit

equal to the amount of Luxembourg tax paid on such capital. Such tax credit shall not, however, exceed the amount of French tax attributable to such capital.

(c) (i) It is understood that the term “amount of French tax attributable to such income” used in subparagraph (a) means:

- Where the tax payable in respect of such income is calculated by applying a proportional rate, the product of the taxable amount of such net income multiplied by the rate which is applied to such net income;

- Where the tax payable in respect of such income is calculated by applying a progressive scale, the product of the taxable amount of such net income multiplied by the rate resulting from the ratio between the tax actually payable in respect of the total net income taxable under French law and the amount of such total net income.

(ii) It is understood that the term “the Luxembourg tax” used in subparagraphs (a) and (b) means the amount of the tax effectively and finally paid in Luxembourg in respect of the income or elements of capital concerned, in accordance with the provisions of the Agreement, by the resident of France who is taxed on such income or elements of capital under French law.

## *Article 2*

1. Each of the Contracting States shall notify the other of the completion of the procedures required in that State for the entry into force of this Amendment. This Amendment shall enter into force on the date of receipt of the second such notification.

2. The provisions of this Amendment shall apply to taxable periods beginning on or after 1 January 2020.

3. This Amendment shall remain in force as long as the Agreement remains in force.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Amendment.

DONE at Luxembourg on 10 October 2019, in duplicate in the French language.

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:

PIERRE GRAMEGNA  
Minister of Finance

For the Government of the French Republic:

BRUNO LE MAIRE  
Minister of Economy and Finance